

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 18 (1877), p. 133-140

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__133_0

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VII.

VARIÉTÉS.

1. — *La Société nationale de tir en France.*

La Société nationale du tir des communes a été fondée en 1875. Son but est de créer, développer et entretenir le goût des exercices de tir dans toutes les communes de France.

Dès maintenant, c'est-à-dire un an après sa fondation, on compte 1,511 communes ayant organisé des tirs. En voici la répartition géographique par département :

Tirs fondés en 1876.

NOMS DES DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de communes.	NOMS DES DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de communes.
		<i>Report.</i>	1,389
Marne	119	Côtes-du-Nord	7
Aisne	112	Loire	7
Pas-de-Calais	85	Haute-Savoie	7
Aube	75	Seine	7
Somme	73	Basses-Pyrénées	6
Nord	52	Gard	5
Oise	52	Loiret	5
Meuse	50	Morbihan	5
Ardennes	48	Haut-Rhin	5
Sarthe	48	Var	5
Seine-et-Oise	47	Vienne	5
Seine-et-Marne	46	Aude	4
Côte-d'Or	37	Haute-Loire	4
Saône-et-Loire	36	Ariège	4
Haute-Marne	33	Bouches-du-Rhône	4
Algérie	31	Cher	4
Eure	31	Lozère	4
Seine-Inférieure	30	Nièvre	4
Doubs	26	Puy-de-Dôme	4
Meurthe-et-Moselle	26	Tarn	4
Maine-et-Loire	25	Basses-Alpes	4
Eure-et-Loir	21	Alpes-Maritimes	4
Rhône	22	Creuse	4
Isère	20	Dordogne	4
Loir-et-Cher	19	Haute-Garonne	4
Calvados	18	Landes	4
Orne	18	Manche	4
Haute-Saône	18	Tarn-et-Garonne	4
Jura	17	Vaucluse	4
Vosges	17	Vendée	4
Ain	15	Hautes-Alpes	4
Yonne	15	Cantal	4
Charente-Inférieure	12	Corrèze	4
Hérault	11	Gers	4
Indre-et-Loire	11	Indre	4
Mayenne	10	Lot	4
Deux-Sèvres	9	Lot-et-Garonne	4
Charente	8	Hautes-Pyrénées	4
Drôme	8	Pyrénées-Orientales	4
Finistère	8	Aveyron	0
Gironde	8	Corse	0
Ille-et-Vilaine	8	Loire-Inférieure	0
Allier	7	Savoie	0
Ardèche	7	Haute-Vienne	0
<i>A reporter.</i>	<u>1,389</u>	<i>Total.</i>	<u>1,511</u>

On peut voir immédiatement que les départements du Nord et du Nord-Est tiennent la tête de la liste, et la cause s'en explique aisément au lendemain de nos désastres. Cinq départements seuls n'ont pas organisé de tir. En résumé, si l'on ne tient pas compte de ces derniers ni de 9 autres, où l'on ne relève qu'une seule commune possédant un tir, 20 communes en moyenne ont répondu, dans chaque département, à l'appel adressé par la Société nationale de tir aux communes de France.

Aux détails donnés par le tableau précédent, nous ajouterons que 2,138 concours ont été organisés sous les auspices de la Société, auxquels ont pris part 160,359 tireurs en 1876. Les récompenses ont consisté en 4,375 diplômes, 10,392 médailles et 14,925 prix. La moyenne des coups étant d'environ 20 par tireur, il en résulte que plus de trois millions de cartouches ont été employées.

Les résultats obtenus sont l'œuvre des membres de province, qui ont mis au service de cette institution patriotique leur influence et leurs efforts.

(Extrait du journal *l'Armée territoriale*.)

2. — Les Chemins de fer scandinaves (1):

Le réseau suédo-norvégien prend chaque année une nouvelle extension: Lorsque le Gouvernement décréta les premières lignes de chemins de fer, il y a environ 25 ans, on fut généralement d'avis que les actions émises ne produiraient jamais un dividende satisfaisant. Pourtant, l'intérêt actuel du capital emprunté est déjà de 4 p. 100 et l'on peut compter sûrement sur une prochaine augmentation. Les chemins de fer ont contribué pour une large part à la prospérité de la Suède. L'exportation des principaux produits du pays, le fer, le bois et les céréales, a triplé de valeur depuis l'ouverture des différentes lignes. Nous empruntons au journal suédois *le Jernvägen* les renseignements ci-après, sur les lignes exploitées et sur celles qui sont encore en voie de construction.

Au mois d'août 1874, il y avait dans le royaume de Suède 2,836 kilomètres en exploitation; 487 kilomètres devaient s'ajouter aux précédents à la fin de l'année, ce qui devait donner à cette époque un total de 3,323 kilomètres. La population étant de 4 millions et demi d'habitants, il devait donc y avoir à la fin de 1874 un kilomètre de chemin de fer pour 1,351 habitants.

Sur ce total de 3,323 kilomètres, il y avait 1,453 kilomètres appartenant à l'État et 1,870 aux particuliers (1,092 de ces derniers étant placés sous la surveillance de l'État).

Une partie seulement des chemins de fer suédois ont été construits avec la largeur normale de voie, c'est-à-dire 1^m,485. Cette largeur a été admise pour les chemins de fer de l'État, une partie de ceux qui sont sous sa surveillance et quelques autres lignes privées. Les lignes à voie étroite dont la largeur est de 0^m,787 à 1^m,219 ont été construites sur ce modèle, il y a une dizaine d'années, dans un but d'économie. Actuellement, les gens du métier se prononcent presque tous en Suède pour l'adoption de la largeur normale. L'économie réalisée dans les lignes à voie étroite est pourtant fort importante quant au matériel de construction. La dépense moyenne est de 25,000 à 37,000 marks par kilomètre, au lieu de 87,500 marks.

(1) *Zeitschrift des Königlich preussischen statistischen Bureau* (janvier à mars 1876).

Le mètre de rail pèse, dans les lignes à voie étroite, de 10 à 18 kilogr., et dans les autres, de 30 à 36. Si l'on ajoute que les frais de terrassement, de construction de ponts, de barrages, etc., sont moins élevés et qu'on peut faire une économie considérable sur le matériel roulant et les dépenses journalières, on comprendra facilement l'extension prise par des voies ferrées de cette espèce.

Il y a encore actuellement, sur un total de 2,824 kilomètres en construction, 11 lignes d'une étendue de 425 kilomètres qui n'ont pas la largeur de voie normale et appartiennent toutes à l'industrie privée. Parmi les 3,323 kilomètres de chemin de fer exploités à la fin de 1874, il y avait 20 lignes de 666 kilomètres à voie étroite. Le tableau suivant résume les résultats qui précèdent :

	LIGNES DE CHEMINS DE FER AU 31 DÉCEMBRE 1874			
	APPARTENANT À L'ÉTAT.		APPARTENANT AUX PARTICULIERS	
	Largeur normale.	Largeur normale,	Voie étroite.	Total.
	kilom.	kilom.	kilom.	kilom.
En exploitation	1,453	1,204	666	1,870
En construction	664	1,735	425	2,160
	<u>2,117</u>	<u>2,939</u>	<u>1091</u>	<u>4,030</u>

Voici maintenant quelques données sur les lignes norvégiennes. Il y avait, au 1^{er} juillet 1874, 500,5 kilomètres en exploitation ; ce dernier chiffre devait s'augmenter de 100,7 kilomètres à la fin de l'année, ce qui devait faire en 1875 un total de 601,7 kilomètres. 650,2 kilomètres étaient en construction et devaient être terminés à la fin de l'année 1882. Une partie seulement des lignes norvégiennes a la largeur normale. Sur les 601,2 kilomètres exploités, il n'y en a que 189,8 kilomètres possédant cette largeur, et sur les 650,8 kilomètres en construction, 356,9 kilomètres. On voit d'après ce qui précède que la tendance est de supprimer, autant que possible, les voies étroites. Il faut encore remarquer que ces dernières voies ont toutes une largeur de 1^m,067, tandis qu'en Suède il y a de plus grandes variations dans les chiffres.

La longueur des lignes danoises exploitées au 1^{er} juillet 1874 était de 968,716 kilomètres ; 168,76 nouveaux kilomètres devaient être livrés à la circulation à la fin de 1874, ce qui fait un total de 1,137,476 kilomètres en 1875. La population du royaume étant de 1,884,600 âmes (en ne comprenant pas l'Islande, le Groënland et les Antilles danoises), il y a 1 kilomètre de voie ferrée pour 1,657 habitants. Sur ces 1,137,476 kilomètres, 698,84 appartiennent à l'État et 438,636 à des particuliers. Les trois îles de Séeland, Laaland et Falster ne possèdent presque pas de chemins de fer de l'État, mais ont 438,636 kilomètres de lignes privées ; au contraire, l'île de Fionie et la presqu'île du Jutland ont ensemble 618,84 kilomètres de lignes d'État et ne possèdent aucune ligne privée.

Les lignes en construction et devant être achevées à la fin de 1877 ont une longueur de 228,86 kilomètres, dont 115,16 appartiennent à l'État et 113,70 aux particuliers et se trouvent toutes dans l'île de Fionie et dans le Jutland. Quant aux îles de Séeland, de Laaland et de Falster, elles ne possèdent aucun chemin en voie de construction.

Toutes les lignes danoises ont la largeur normale de 1^m,435.

Nous résumons les données qui précèdent dans le tableau suivant :

Lignes de chemins de fer.

		LIGNES DE CHEMINS DE FER			
		EN EXPLOITATION		en construction et devant être terminées à	Total.
		au 1 ^{er} juillet 1874.	à la fin de 1874.	la fin de 1877.	
Séeland d.Laaland et Falster	Lignes de l'État.	»	»	»	} 438,636
	Lignes privées.	359,546	79,09	»	
Fionie et Jutland	Lignes de l'État.	609,170	89,67	115,16	} 927,700
	Lignes privées.	»	»	113,70	
Totaux		968,716	168,76	228,86	1,366,336
		1,137,476			

3. — Les Bibliothèques aux États-Unis.

Avec la richesse, le goût des arts et des livres se développe rapidement dans les États-Unis. On sait déjà que la plupart des tableaux des peintres français du jour sont achetés par des marchands américains. Chaque année, le Salon est visité par de riches amateurs qui ont traversé l'Atlantique pour venir faire leur choix parmi les toiles exposées. Sans doute, les galeries particulières qui se forment ainsi contiennent beaucoup d'œuvres mêlées; elles s'épureront par la suite. Pour le moment, il est intéressant de signaler le mouvement qui pousse un peuple dont l'industrie et le commerce ont été pendant longtemps les principales préoccupations, à chercher des satisfactions d'un ordre plus élevé dans la vue et la possession d'œuvres d'art.

S'il est impossible d'évaluer le nombre des tableaux que les États-Unis possèdent actuellement, on a des renseignements plus complets sur les bibliothèques américaines. Il résulte d'une étude qui nous a été communiquée par un statisticien de New-York, que le nombre des bibliothèques publiques s'accroît sans cesse, en même temps que l'effectif des volumes se développe dans chacune d'elles.

Voici une liste des principales bibliothèques des États, avec le nombre de volumes qu'elles possèdent.

État de New-York.

New-York. — Astor Library, 160,000 vol.; Mercantile Library, 131,060 vol.; Apprentices Library, 50,000 vol.; American Institute, 10,000 vol.; Library Young Men's Association, 10,000 vol.

Albany. — New-York State Library, 85,000 vol.; Young Men's Association, 13,000 vol.

Brooklyn. — Mercantile Library, 39,500 vol; Brooklyn Institute, 10,000 vol.

Buffalo. — Young Men's Association Library, 23,000 vol.

Pensylvanie.

Philadelphie. — Library Company of Philadelphia, 95,000 vol.; Apprentices Library Company, 20,000 vol.

Pittsburg. — Young Men's Mercantile Library, 11,250 vol.

Harleysville. — Cassels Library, 10,000 vol.

Ohio.

Columbus. — Ohio State Library, 36,100 vol.

Cincinnati. — Public Library of Cincinnati, 33,958 vol.; Young Men's Mercantile Library Association, 33,175 vol.

Cleveland. — Cleveland Library Association, 10,000 vol.

Massachusetts.

Boston. — Athenæum, 200,000 vol.; Public Library of Boston, 183,000 vol.; Mercantile Library Association, 20,000 vol.; Massachusetts State Library, 32,000 vol.; Boston Library Association, 19,500 vol.; Social Law Library, 11,000 vol.; Handel and Haydn Society, 40,000 vol.

New-Bedford. — Free Public Library, 23,000 vol.

Newburyport. — Public Library, 13,261 vol.

Lynn. — Lynn Free Public Library, 14,000 vol.

Springfield. — City Library Association, 30,000 vol.

Charlestown. — Public Library, 13,000 vol.

Cambridge. — Harold Universal Library, 150,000 vol.

Michigan.

Lausing. — Michigan State Library, 40,000 vol.

Minnesota.

Saint-Paul. — Minnesota Historical Society, 13,500 vol.

Nebraska.

Lincoln. — Nebraska State Library, 10,200 vol.

New-Hampshire.

Manchester. — Manchester City Library, 15,300 vol.

Concord. — New-Hampshire State Library, 12,000 vol.

Rhode-Island.

Newport. — Redwood Library and Athenæum, 18,289 vol.; Athenæum Library and People's Library, 13,000 vol.

South Carolina.

Charlestown. — Charlestown Library Society, 14,000 vol.

Vermont.

Montpellier. — Vermont State Library, 13,883 vol.

Virginia.

Richmond. — Virginia State Library, 25,000 vol.

Wisconsin.

Madison. — State Historical Society of Wisconsin, 50,000 vol.

District de Columbia.

Washington. — Library of Congress, 230,000 vol.; Patent Office Library, 21,000 vol.; Young Men's Christian Association Library, 12,000 vol.

Californie.

San Francisco. — Old Fellows Library, 20,000 vol., Mercantile Library

Connecticut.

Waterbury. — Silas Browson Library, 13,000 vol.

Hartford. — State Library of Connecticut, 12,000 vol.; Watkinson Library of Reverence, 24,000 vol.

Delaware.

Dover. — State Library, 30,000 vol.

Illinois.

Chicago. — Chicago Historical Society, 112,000 vol.; Chicago public Library (mémoire).

Indiana.

Indianapolis. — Indiana State Library, 12,000 vol.

Iow

Des Moines. — Iowa State Library, 11,000 vol.

Maine.

Augusta. — Maine State Library, 31,000 vol.

Bangor. — Bangor Library Association, 11,000 vol

Maryland.

Baltimore. — Old Fellows Library, 21,126 vol.; Mercantile Library Association, 26,000 vol.

La bibliothèque la plus importante des États-Unis en volumes est celle du Congrès, qui est installée à Washington, et qui compte 230,000 volumes; viennent ensuite celle de l'Athenæum de Boston qui compte 200,000 volumes, la Public Library de Boston qui a 183,000 volumes.

Le total des livres répartis dans les bibliothèques dont nous avons donné la liste, s'élève à 2,262,544 volumes; mais ce serait une erreur de croire que c'est à ce chiffre seulement que monte l'effectif des livres que le public peut consulter aux États-Unis. Il y a encore beaucoup d'autres bibliothèques dans les collèges, dans les institutions diverses. Aucune de ces bibliothèques n'a dépassé le chiffre de 10,000 volumes.

Bien que le district de Columbia possède la belle bibliothèque du Congrès, c'est dans l'État de Massachusetts que l'on trouve le plus grand nombre de livres. L'État de New-York ne vient qu'après. La Pensylvanie et l'Ohio occupent le quatrième et le cinquième rang.

(*Journal officiel.*)

VIII.

ACADÉMIE DES SCIENCES.

Le prix Montyon de statistique, en 1876.

Dans sa séance solennelle du 23 avril 1877, l'Académie des sciences a décidé que le prix de 1876 serait renvoyé en 1877. Toutefois, elle a décerné :

1° Une mention très-honorable à M. BERTILLON, pour son atlas intitulé : *Démographie de la France, mortalité selon l'âge, le sexe, l'état civil en chaque département et pour la France entière, etc.* In-folio. Paris. 1876.

2° Une mention honorable à M. HEUZÉ, pour son atlas intitulé : *la France agricole, etc.* In-folio. Paris, *imprimerie nationale*. 1875.

3° Une mention honorable à M. G. DELAUNAY, pour son mémoire manuscrit intitulé : *Études sur l'état civil de la commune de Creil (Oise)*.

Nous avons sous les yeux le rapport de M. Bienaymé, à la suite duquel ont été prises ces décisions, et peut-être ne sera-t-il pas inutile de faire connaître en vertu de quelles considérations l'Académie s'est montrée, cette fois, si sévère.

« Les ouvrages qui ont été présentés, cette année, au concours de statistique fondé par M. de Montyon, sont assez nombreux, mais, suivant le rapporteur, il y en a bien peu qui puissent être regardés comme remplissant tout à fait les conditions de ce concours. Les meilleurs, dit-il, ne sont que des résumés plus ou moins bien coordonnés de collections statistiques officielles, que l'on a réduites en cartes teintées d'après les données numériques. Ce n'est point les faits mêmes que les auteurs ont recueillis, c'est sur les éléments déjà publiés, ou réunis par d'autres mains, qu'ils ont travaillé, de sorte qu'ils ne peuvent répondre en aucune façon de l'exactitude des relevés officiels sur lesquels ils s'appuient, ni, par conséquent, bien moins encore de l'exactitude des conclusions qu'ils en tirent. Ils offrent donc à leurs lecteurs des conjectures économiques plutôt que de la statistique proprement dite, qui devrait servir de contrôle aux travaux de l'administration. Car celle-ci, à moins de dépenser des sommes énormes et d'employer, non des commis, quelque zélés qu'ils soient, mais des savants, ne peut fournir des éléments qui suffisent au point de vue scientifique, bien qu'au point de vue administratif ils puissent paraître très-satisfaisants dans l'ensemble.

« Voilà pourquoi les diverses commissions du prix, tout en couronnant d'excellents travaux administratifs, ont cru devoir s'en excuser, pour ainsi dire, devant l'Académie. Elles ne se sont prononcées d'ailleurs pour des choix de ce genre qu'à défaut de collections de faits entièrement garanties par le travail personnel des auteurs et par la responsabilité qui en résulte. On ne saurait exiger effectivement cette responsabilité des bureaux qui centralisent la masse des documents officiels, construits par une multitude d'agents souvent très-inhabiles. En outre, il ne faut voir dans les pièces officielles que les résultats d'un travail obligatoire et déjà rémunéré, malgré l'attachement qu'inspire à tout fonctionnaire consciencieux le sujet de ses devoirs constants et de ses peines journalières, et malgré le désir naturel qu'il ressent d'assurer la bonté de ses résultats. »

L'honorable rapporteur cherche à justifier l'anathème à peu près absolu qu'il

porte contre les statistiques officielles par un certain nombre d'exemples qui se rapportent, il est vrai, à des époques très-anciennes, où la statistique était, on peut le dire, en enfance, et il montre le peu de confiance qu'on doit avoir même dans les relevés de l'état civil, bien que ces relevés soient faits sur des registres authentiques ; à plus forte raison accuse-t-il l'incertitude des dénombrements de la population, ainsi que les résultats des enquêtes que l'on peut faire sur l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Si l'on songe, en outre, que les conditions du prix Montyon écartent absolument la comparaison avec les documents étrangers, pour lesquels, dit le rapporteur, les rapprochements sont difficiles et n'aboutissent le plus souvent qu'à de simples conjectures, on voit dans quelles limites étroites ce concours enchaîne les statisticiens.

C'est en vain, que par des relevés bien choisis, des aperçus ingénieux et les conséquences importantes qu'on peut tirer de leurs travaux, ils cherchent à instruire le public et à éclairer les gouvernements, c'est en vain qu'ils essaient d'ouvrir à l'économie politique des routes nouvelles ou plus sûres ; tant d'efforts sont superflus. Leur rôle doit se borner à recueillir eux-mêmes des documents dont ils puissent garantir l'exactitude et à contrôler ainsi les travaux de l'administration. Or, l'administration, qui a seule les moyens de recueillir ces documents, se prêterait-elle partout à ces tentatives louables, mais isolées ? C'est là le cas de dire : « *That is the question* ».

On nous pardonnera d'avoir opposé ces quelques réserves aux conclusions peut-être trop rigoureuses du savant académicien ; toutefois, il ne faut pas perdre de vue que M. Bienaymé parle au nom de la science pure dont il est un des plus illustres représentants, et que la science ne fait pas de concessions. T. L.